

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. SAUVY

Les statistiques et le secret

Journal de la société statistique de Paris, tome 109 (1968), p. 243-262

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1968__109_243_0

© Société de statistique de Paris, 1968, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

LES STATISTIQUES ET LE SECRET

Le mot *secret* a toujours un relent de mystère, mais si mon titre peut paraître un peu mystérieux, ne croyez pas qu'il renferme quelque secret; ou s'il en a, celui-ci sera totalement dévoilé dans trois quarts d'heure et même avant.

C'est après beaucoup d'hésitations que je me suis décidé à faire cette communication devant vous et c'est par des excuses que je dois la commencer.

Tout d'abord, elle sort quelque peu de la norme et même de la bonne règle. En faisant primer le sociologique, voire le politique sur le technique, je vous prive d'un de ces régals scientifiques mensuels auxquels vous êtes habitué. Il n'y aura, faut-il l'avouer, guère de chiffres dans mon exposé, ni même de méthode propre à manier des chiffres.

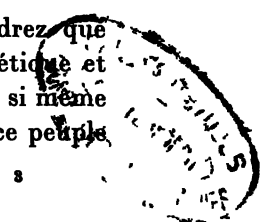
D'autre part, en m'exprimant aussi franchement que je vais le faire, je serai fidèle aux principes mêmes que je vais énoncer après un long apprentissage, mais du même coup, je vais heurter, choquer, par des critiques, par des reproches, certains d'entre vous qui ne ménagent pas leur peine et dont le savoir, comme la conscience, sont poussés à un degré très élevé.

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de secret, mais de finalité. Si noble que soit la qualité du plaisir éprouvé par le statisticien dans ses travaux ou du moins dans certains d'entre eux, il faut bien se rappeler qu'il s'agit d'une science appliquée ou tout au moins d'une science dont les applications embrassent toute la vie sociale, touchant l'homme le plus modeste, de multiples façons, dont beaucoup manquent d'agrément. Ici déjà je pourrais courir le risque de blesser certains de mes meilleurs amis ou frères en chiffres; mais j'aurai tant d'occasions de le faire que je dois me ménager un peu et vous du même coup. Aussi je me contente, pour le moment, de signaler deux optiques, deux points de vue qui se prolongent, mais se distinguent et qui se mêleront quelquefois dans mon exposé :

- le secret proprement dit;
- la volonté positive ou la non-volonté de lumière et de diffusion.

Tout secret est une propriété et, par suite, confère un certain pouvoir, ce qui peut conduire à une façon de commander ou de gouverner. On peut fort bien imaginer un gouvernement commis à la défense de l'intérêt général, prenant sa mission à cœur, mais ne trouvant le moyen de la remplir que par un large recours au secret. Autrement dit, il travaille, ce gouvernement, sans rendre compte à ses subordonnés et en ne leur fournissant qu'une nourriture conditionnée, je veux dire un ensemble d'informations très incomplet et synthétique, propre à assurer, parmi les hommes de la base, le calme nécessaire, sinon l'enthousiasme.

Quand je dis qu'on peut imaginer un tel gouvernement, vous me répondez que l'effort ne doit pas être bien grand pour une telle représentation. En Union soviétique et dans les républiques populaires, ce fut longtemps la conception politique maîtresse, si même elle ne l'est pas encore. Un tel régime est celui du peuple souverain, mais comme ce peuple



est mineur, ou du moins jugé tel, un conseil de régence est, selon les meilleures traditions, constitué pour gouverner à sa place et en son nom, pendant sa minorité. Combien il est respecté cet enfant, si respecté même, que le souci est poussé très loin de ne pas blesser sa candeur. Et nous avons vu, depuis deux mois, qu'un essai en Europe centrale de promouvoir cet enfant, de le faire accéder à certaines responsabilités et connaissances était — à tort ou à raison — jugé prématuré.

Lorsque je dis — à tort ou à raison — ce n'est pas de mon point de vue, ni sans doute du vôtre que je me place, mais de celui du conseil de régence qui a prononcé le refus et même d'une autorité plus élevée encore, puisque c'est une nation entière qui a été jugée mineure.

Ce système de gouvernement, ou plutôt ce genre de pouvoir, nous le trouvons aussi dans le domaine de l'entreprise. Il existe des chefs d'entreprise, plus même peut-être qu'on peut le penser, dont l'objectif n'est pas le seul profit personnel, mais la santé et le progrès du morceau d'économie dont ils ont la charge; à partir d'une certaine dimension, les deux soucis en viennent assez vite à se confondre. Admettons même que certains d'entre eux n'aient, pas plus qu'un chef d'entreprise nationale, la possibilité de puiser personnellement dans cette richesse que secrète le travail collectif. Ils n'en subiront pas moins la tendance bien naturelle, à ne pas tenir au courant une masse d'hommes peu armée pour saisir les mécanismes intimes de leur mieux être. Un général en campagne explique bien rarement à ses soldats le plan qui leur permettra de triompher.

Ce chef d'entreprise a bonne conscience, puisqu'il travaille avec ardeur et compétence en vue des intérêts de ceux qu'il commande. Néanmoins, peut-être un jour verra-t-il entrer dans son bureau, des hommes peu éclairés, cette fois dans tous les sens du mot, qui le priveront de son pouvoir, accompagnant leur geste de violences verbales, si non physiques, pour détruire une œuvre remarquable, lentement édifiée.

* *

Tout est question de convention et d'évolution des esprits et je dois faire à ce propos un très bref aperçu historique :

Lorsque Necker publia, en 1781, son fameux « Compte rendu au roi » où il exposait l'état des finances publiques, ce que nous appelons aujourd'hui encore le budget, il se heurta à la vive opposition de personnes de grande condition, qui lui reprochèrent cette sorte de prostitution. Il ne s'agissait pas tant, notons-le bien, d'informer le peuple, qui ne savait pas lire, que de renseigner des nobles et des notables. « L'État c'est moi » et parce qu'il le faut bien, quelques serviteurs auprès de moi, mais pas plus.

* *

Puis vint l'ère libérale, qui pensait pouvoir se passer de lumière et qui même considérait cette lumière comme une dangereuse tentation de prendre en main la direction d'une machine économique basée sur l'automatisme.

En 1914 encore, il n'y avait pas tant à dire, donc pas tant à cacher. Le budget était démocratiquement publié, avec ses feintes et ses tiroirs habituels, le Trésor restant un domaine plus discret. Du reste, il n'y avait guère de véritable politique économique, en dehors des protections douanières ou autres, conçues certes avec un appareil statistique fort menu, mais qui n'auraient guère été mieux orientées par une bonne connaissance des faits présents, tant les mobiles étaient différents.

Entre les deux guerres, les drames de la non-connaissance ont soudain éclaté dans toute leur étendue, si bien que cette période de 20 ans peut, sans prétendre hélas à aucun monopole, être appelée l'ère des grandes erreurs. L'idée d'éclairer la route ne venait du reste pas à l'esprit des hommes appelés à diriger, car ils étaient toujours pris de court et se préoccupaient des hommes plus que des faits.

Il y avait cependant des personnes en France qui connaissaient et auraient su éclairer ou du moins produire des phares et des lanternes. Mais elles ne tenaient pas à diffuser leurs connaissances. Elles appartenaient, pour la plupart, à un organisme dont le nom ambitieux « Statistique générale de la France » dépassait de loin ses moyens d'action.

Si je rappelle un épisode datant déjà de 40 ans, c'est que, nous allons en voir, dans un moment, la transposition dans notre époque toute présente :

Lorsque furent calculés les premiers indices du coût de la vie, appelés aujourd'hui prix à la consommation, peu importe, les dirigeants de la Statistique générale, Michel Huber et Dugé de Bernonville se trouvèrent devant un cas de conscience. Ils ressentaient si vivement les difficultés d'un tel calcul qu'ils préféraient l'abstention, se contentant de calculer des indices beaucoup plus simples. En outre, la diffusion de ces indices leur inspirait un vif émoi, au point que je les ai entendus affirmer que ces indices n'étaient pas faits pour le public, car celui-ci n'y entendait rien. Sur ce dernier point, ils n'avaient certes pas tort et vous pouvez imaginer les observations des journalistes de ce temps, plus soucieux de plaire que de s'instruire, commentant ces nouveaux monstres chiffrés, jetés en pâture à la société. Selon ces vues, la tendance était donc nettement au secret, car seuls des experts discutant entre eux étaient aptes à en tirer parti.

Cette attitude mérite considération, et s'appuie certes sur des données tristement positives. Et cependant, on peut penser que les drames des années 20 et 30 auraient pu, en partie, être évités avec un peu plus de lumière.

Dugé de Bernonville étonnait ceux qui l'approchaient par sa connaissance profonde de l'économie française et même d'autres pays, du moins pour des données maîtresses qui constituaient la clef de l'évolution et de la politique. Mais son idée n'était pas de diffuser ces lumières, son esprit n'était pas tourné dans cette direction et il enregistrerait avec amertume les catastrophes de l'ignorance.

Et quand j'aurai ajouté qu'à la non-orientation de son esprit vers l'ingrate diffusion s'ajoutait un manque de moyens qui touchait au burlesque (pas un seul dessinateur à la S. G. F., et tant d'autres lacunes plus effarantes encore) j'aurai décrit, en un schéma très ramassé, un drame de notre temps.

Pour en finir avec ce manque de lumière avant la guerre, je dois signaler la défaillance profonde et combien moins excusable des maîtres de l'industrie française. De grandes branches fortement concentrées, comme la chimie, le pneumatique, la construction d'automobiles se refusaient à communiquer même le chiffre brut, combien sommaire, de la production nationale. Violant les principes mêmes du libéralisme sur lequel ils s'appuyaient, ils prolongeaient ainsi la propriété d'un bien, d'une usine, par la propriété d'une branche de l'économie, d'une fonction nationale. Il a fallu le dérèglement de l'économie pendant les années 30, puis les aveuglements, en partie excusables, du Front populaire, et d'autres adjuvants encore, où le pittoresque se mêlait au tragique, pour que pénétre quelque peu, dans les esprits, l'idée d'une statistique de la production industrielle, laissant d'ailleurs à chaque firme, même importante, son secret personnel.

Depuis ces heures qui défient la raison, un chemin considérable a été franchi. Nous sommes aujourd'hui munis d'un outillage statistique sans comparaison avec l'ancien. Le petit atelier artisanal qu'était la Statistique générale de la France, est devenu un important établissement industriel. C'est une image rassurez-vous et je rends hommage à sa qualité d'*institut*. Le nombre et la qualité des statisticiens d'aujourd'hui sont également hors de proportion avec ceux des générations précédentes. Ce que pouvaient imaginer, en 1939, les plus audacieux a été largement dépassé.

Et cependant — je pèse mes mots et les ai longtemps réfléchis — *nous sommes menacés d'un effondrement sans précédent de la société, par manque de lumière*. Les dommages subis au cours des années 30 ne sont rien à côté de ceux qui résulteraient, pendant une durée indéterminée, de cet effondrement. C'est que, dans ce domaine, comme en tant d'autres, les besoins ont progressé plus vite encore que la production; c'est qu'aussi la maturation des esprits engendre une impatience sans précédent.

* * *

Faut-il parler aujourd'hui, à proprement parler de secret? Un défaut, parmi d'autres, de notre tempérament national, si sévèrement jugé en d'autres occasions, est ici secourable. Nous savons mal garder un secret, je veux dire un vrai secret, ou plus précisément une nouvelle curieuse et recherchée, dont la transmission peut valoir à son auteur un moment de supériorité. Du reste, le nom même de *secret* inscrit sur quelque document, ou bien une recommandation orale en ce sens incitent les langues à se délier, sous le sceau du secret bien entendu.

Mais en statistique, la situation est bien différente. Un secret militaire ou politique excite les curiosités et peut se transmettre parfois relativement intact. Mais comment espérer une transmission clandestine de faits économiques qu'il est déjà si difficile de diffuser, avec toutes les ressources des industries polygraphiques et des moyens audio-visuels, comme nous allons le voir?

Plutôt que de secret, il faudrait plutôt parler de rétention, et à ce propos, je dois veiller à ne mériter moi-même aucun reproche de rétention.

Quelques mots tout d'abord sur la question de délai de publication d'une statistique. Comme une fleur passagère, une statistique conjoncturelle se flétrit rapidement. Le souci de rapidité ne touche cependant pas les auteurs au degré souhaitable. Lorsque nous recevons les résultats de l'enquête trimestrielle sur la durée du travail avec 3 mois de retard, nous ne sommes plus guère intéressés. Lorsqu'une enquête par sondage sur l'emploi décrit une structure 2 ou 3 ans après l'événement, son intérêt historique reste incontestable, mais la conjoncture ne peut guère en tirer parti.

Et cependant, avoir des statistiques rapides ne représente pas, pour l'ensemble des administrations, une minute de travail supplémentaire. Qu'on me permette ici de rappeler un petit épisode personnel : il y a quelques 35 ans déjà, je cherchais à connaître la production de véhicules automobiles et, faute de statistique des constructeurs, je me suis rabattu sur la délivrance des cartes grises. On me répondit que mon désir avait été devancé et que le ministère du Commerce rassemblait chaque mois les états envoyés par les préfetures. Seulement il mettait un semestre à obtenir un total où manquaient encore quelques récalcitrants. J'ai repris la question et un an plus tard, j'avais obtenu que le 5 du mois n le nombre des résultats parvenus concernant le mois $n-1$ était déjà suffisant pour extrapoler et avoir un indice conjonctural tout neuf et de haute importance. J'avais fait remarquer gentiment et

patiemment aux services qu'ils ne mettraient pas plus de temps à faire leur total le 31 du mois que quatre mois plus tard.

Il y aurait beaucoup à faire encore en matière de délai. C'est un investissement de haut rang. Mais voici maintenant la gestion de la publication des statistiques :

Il y a quelques années, nous recevions vous et moi, une feuille statistique hebdomadaire précieuse et une publication trimestrielle de grande qualité intitulée : « Études statistiques. » L'une et l'autre ont disparu. Les responsabilités importent moins que le fait en soi et le dommage qui en résulte. Ainsi l'atelier artisanal de 1935 publiait, avec des moyens d'une médiocrité extrême, une feuille hebdomadaire que la grande industrie I. N. S. E. E. ne nous fournit plus.

Dans le domaine démographique, il existe, dit la rumeur, des trésors qui ne voient pas le jour. C'est par un heureux hasard que l'I. N. E. D. a pu connaître et, grâce à l'obligeance de l'I. N. S. E. E., consulter, une importante documentation sur les naissances en France selon la nationalité des parents, documents qui ont profondément modifié l'analyse et la compréhension de l'évolution démographique de notre pays.

Du reste, quiconque a une expérience de la documentation statistique sait que seuls les travaux imprimés ont quelque chance de survie. Les manuscrits, inévitablement rédigés sans apprêt et classés souvent sans ordre, sont difficiles à aborder par un autre que leur auteur et disparaissent au hasard des déménagements, des mutations de personnel ou d'une rationalisation de l'espace-bureaux. Sans avoir construit une table de mortalité de tels documents, j'ai une certaine expérience malheureuse, bien sûr, par les pertes de mon fait, par les prêts de précieux manuscrits, portés disparus au bout de quelque temps et sans doute décédés.

Sans doute, il faut bien que règne sur les statistiques, comme sur toutes les richesses, une impitoyable sélection. Mais celle que nous connaissons est en partie le fruit de facteurs aléatoires qui n'assurent pas, à chaque fois, le coup au but. Il y a même des erreurs systématiques dont je parlerai.

Du reste, le secret ou la non-publication est parfois volontaire et défendu par ses auteurs. Un de nos plus brillants chercheurs, de renommée internationale, a expliqué en mars dernier, au Conseil économique et social qu'à la comptabilité nationale, telle qu'elle est publiée, s'ajoutaient de nombreux renseignements de valeur, mais qu'il valait mieux ne pas les publier, parce que mis en des mains inexpertes, ils risquaient de servir à de mauvais usages.

Nous y voilà. A cette audition, j'ai cru entendre une voix d'outre-tombe, celle de Michel Huber, dont je vous parlais tout à l'heure à propos des indices du coût de la vie. Mais ce rajeunissement soudain de 45 ans ne m'a pas procuré le ravissement que j'aurais éprouvé, s'il avait porté sur mes artères ou sur ma mémoire.

Cependant, a ajouté le statisticien, si quelque visiteur vient nous demander de consulter ces documents sur place, nous ne demandons pas mieux que de le renseigner, en lui donnant la manière de se servir de ces chiffres délicats.

Louable précaution assurément. Et je songeais, avec une inexcusable déformation d'esprit, à ce qui arriverait si M. P. Dreyfus ou Bercot annonçaient : « Ces voitures que nous produisons sont dangereuses; vous pensez bien que nous ne songeons pas à les mettre en vente dans le public. Si cependant un conducteur expérimenté vient me trouver dans mon bureau, je me ferai un plaisir de lui livrer le dernier modèle, avec la façon de l'utiliser convenablement. Combien d'accidents sont ainsi évités grâce à ma prudence ! » Cette transposition est moins outrancière qu'elle peut le paraître. Nous retrouvons là en effet une très vieille idée : c'est le « Soleil, soleil, faute éclatante » du serpent.

Dans bien des ministères, des entreprises nationales, je ne parle même pas des entreprises privées, il y a d'importants documents non divulgués, comme si un électricien s'amusa à allumer beaucoup de lampes pour les plonger ensuite dans des tiroirs opaques, comme si un poète composait des vers pour avoir, comme Cyrano, le plaisir élevé de se les chanter à lui-même.

La non-publication a, dans le principe même, bien des excuses à faire valoir. Je les ressens profondément et les comprends, sans toutefois les admettre. Poursuivons l'exposé critique en passant à l'autre catégorie de documents statistiques, ceux qui, plus heureux, ne connaissent pas les drames de l'avortement et peuvent être classés parmi les naissances vivantes. Certains sont d'une qualité technique exceptionnelle, mais de ce fait même, un nouveau trouble se présente. Je vise par exemple les travaux paraissant dans l'excellente revue « Études et conjoncture ». Ces articles ne sont malheureusement pas toujours élaborés, conçus pour le lecteur. Ce sont des produits bruts de grande qualité. L'usager moyen, le consommateur, éprouvent de vives difficultés non seulement à pénétrer les ressorts intimes du texte qui lui est soumis, mais même à saisir les principaux résultats. Et je pourrais en citer que j'ai attaqués à plusieurs reprises et dont cependant, je n'ai jamais osé reproduire les enseignements, sans m'entourer moi-même d'un voile léger, tant j'éprouvais de peur, de n'avoir pas bien saisi la conclusion. Songeons que des études sur l'emploi, par exemple, ne sont pas lues uniquement par des spécialistes, mais, par des syndicalistes parfois plus proches de la base que du sommet et comprenons bien combien ils peuvent éprouver d'embarras.

Je vois bien les objections et la défense du rédacteur : « La conclusion, dira-t-il, que vous souhaitez n'existe pas ou du moins manque de netteté. Si je précisais, si je simplifiais je trahirais ; en outre, le lecteur simplifierait plus encore et de regrettables erreurs se propageraient. » Cescrupule, qui honore le statisticien, ne doit cependant pas aller jusqu'à un négativisme qui permet d'éviter les responsabilités. Tous ceux qui produisent des chiffres dans le domaine social encourent une responsabilité d'une façon ou d'une autre ; pour être moins visible, la responsabilité négative qui découle de la crainte de la responsabilité positive est plus forte encore que celle-ci.

Les nuances subtiles qui ont apparu au cours d'une recherche et qui apparaîtraient en plus grand nombre encore, si cette recherche était approfondie, ne doivent pas détourner de la finalité. Allons même plus loin : qu'il y ait des chiffres ou non, une conclusion ou non, une décision sera prise par les autorités responsables, en particulier par les politiques. Ce ne sera pas de leur part un manque de scrupule, puisqu'elles doivent bien élaborer une politique.

Celui qui a passé quelques mois, voire quelques jours, dans le cabinet d'un ministre n'a pu manquer d'être frappé par le contraste entre, disons, les degrés d'approximation, acceptés respectivement dans les organes chargés de la mesure statistique et dans ceux qui tranchent. Devant la réserve et l'hésitation du statisticien, c'est-à-dire de l'homme qui a le mieux étudié la question, la solution est souvent fournie par le moins compétent, voire par celui qui jouit des délicieuses certitudes de l'ignorance.

Tout dernièrement encore, j'ai vu une statistique, parmi tant d'autres, qui montre le caractère excessif de certains scrupules, lorsqu'ils ne portent que sur une partie de l'élaboration statistique.

Il s'agissait des statistiques allemandes de produits laitiers. Un sondage remarquable avait été fait, dans toutes les règles de la technique auprès de milliers de producteurs. L'erreur probable sur la production était peut-être de l'ordre de 1/1 000. Mais les données fournies par les paysans étaient affectées d'une erreur systématique d'en moyenne 6 % par excès, donc 60 fois plus forte.

Ainsi, l'effort minutieux de traitement des données était hors de proportion avec les données elles-mêmes. Sans doute aurait-on pu questionner mille paysans de moins et reporter sur d'autres moyens d'approche l'économie de moyens.

Ici interviennent la virtuosité de l'opérateur et l'agrément des travaux. Nous disposons d'ouvrages de plus en plus importants et de plus en plus remarquables sur le traitement de l'information. C'est un terrain de choix. Mais si excellent que soit le traitement, le résultat dépend de la qualité de la matière première et de la collecte de l'information, combien plus ingrate. Les deux opérations, collecte dans la nature sociale et traitement par l'outillage perfectionné, peuvent être comparés à l'agriculture, du moins à l'agriculture d'autrefois et l'industrie.

Une telle littérature a été consacrée aux vertus de la machine que celle-ci a pris aux yeux d'un public même cultivé, une réputation sinon chargée de magie, du moins propre à détourner de l'objectif initial. Une jeune sociologue, rencontrée loin de Paris, m'a un jour, demandé mon aide. Elle faisait une enquête sur les chercheurs scientifiques, sujet noble s'il en fut, et avait envoyé à cet effet 1 000 questionnaires. Comme elle n'avait reçu que 76 réponses, je lui fis observer que son échantillon, assurément non représentatif, était un peu mince, pour formuler des conclusions. « Justement, me répondit-elle, je compte sur vous pour obtenir de l'I. N. S. E. E. l'utilisation de machines plus perfectionnées que celles dont je dispose de façon à tirer le meilleur parti de mon matériel. » J'ai eu beau lui dire que le presse-citron le plus puissant ne pouvait pas donner plus de jus que n'en comporte un fruit chétif, j'ai conservé auprès d'elle la réputation d'un homme peu obligeant.

Lorsque notre collègue pionnier Louis Henry a entrepris d'élaborer et d'appliquer sa méthode de reconstitution des familles au cours du dépouillement de registres paroissiaux, il n'aurait pu, je le crains, aller bien loin, s'il s'était abandonné aux délices de compter sur la seule électronique.

J'ai parlé des lecteurs profanes, mais il faut aller plus loin; même lorsqu'il s'agit de lecteurs spécialisés, sinon de spécialistes, se pose la question de clarté. Je ne suis pas toujours bien compris sur ce point ou du moins pas toujours suivi et peut-être ne suis-je pas moi-même assez clair. Dans notre conception normative de la société et des hommes, nous croyons volontiers que l'effort nécessaire sera toujours fourni par le lecteur et surtout nous oublions cet éternel oublié, ce grand délaissé qui prend toujours sa revanche, le facteur temps. Parmi les farces les plus étourdissantes, dont il faut bien égayer un peu nos jours difficiles, figure l'appellation « civilisation du loisir », donnée à notre société. Un simple regard sur la vie sociale des pays moins avancés que nous dans cette voie solennelle qu'on appelle le développement, suffit à juger l'intensité du paradoxe ou de la contradiction.

Le temps de comprendre, le temps de saisir, voilà un élément du débat. Voilà une série de documents qui parviennent par le courrier dans le bureau d'un homme soucieux de savoir. Lorsqu'il s'agit d'un texte clair et avenant, bien présenté, nous le voyons en prendre vite connaissance et pousser même à fond l'examen, car il est attiré, séduit. Lorsqu'il tombe sur une étude méritante, mais d'abord difficile, il estime si haut son importance et sa valeur qu'il la met soigneusement de côté pour l'examiner précisément, à loisir, un jour prochain. Et puis, lorsqu'un jour la pile de ces réserves, lourdes de science, atteint un certain volume, elle subit le sort historique de tous les stocks trop poussés. Je peux employer ici le *nous*, parce que j'ai vu, chez de nombreux collègues, se dérouler un processus peu différent du mien.

Des débats sur la société future ont fait intervenir la vitesse de production d'un homme et celle de sa consommation. L'abondance, disent certains, arrivera fatalement, parce que l'homme n'aura pas le temps, le temps matériel, comme on dit si curieusement, de consommer

tout ce qu'il produit. Pour les productions matérielles, cette observation est loin d'être sûre : En une heure de malle-poste, le voyageur consommait au début du XIX^e siècle, 10 heures de salaire horaire. En une heure d'avion, il en consomme aujourd'hui plus de 40 et s'il y a quelque jour des voyages dans la lune, la disproportion sera plus forte encore. A tout le moins, la course est loin d'être jouée.

Par contre, en matière intellectuelle, le résultat est confondant : La production dépasse de loin la consommation, la capacité d'absorption. Alors que les efforts du secteur commercial tendent à nous faciliter la consommation à l'extrême, rien de tel pour les écrits. Nous sommes d'autant plus débordés, noyés par la masse de connaissances que celles-ci ne sont pas élaborées à notre intention. Si l'industrie ne nous livrait que des lingots d'acier, nous en aurions vite à notre suffisance, si intense que soit la publicité pour nous en faire acheter d'autres et nous manquerions aussi d'espace pour les loger. Il ne viendrait pas à l'idée de l'usine métallurgique de nous suggérer de travailler nous-mêmes ces lingots pour en tirer des produits utiles : Elle s'ingénie à nous livrer des produits élaborés, dont certains, de très haute portée, tiennent dans la main, une énorme qualité de travail incorporée assurant une intense satisfaction immédiate.

*
* *

Sans aller même jusque-là, nous sommes frappés du contraste entre l'attitude de celui qui construit des voitures, produit des frigidaires, des parfums ou même des bandes dessinées et celle de l'homme qui livre des écrits scientifiques notamment statistiques. Animé par un souci extrême de diffusion, le premier multiplie les précautions d'apprêt, voire de séduction. Le second, au contraire, éprouve le plus souvent une certaine indifférence, sinon un vrai mépris à l'égard de la forme. Que de fois, dans le collationnement des articles destinés à la revue *Population* que j'assume depuis 22 ans, j'ai pu constater et je constate encore tous les jours, le peu de souci de la forme. Parfois même se manifeste vis-à-vis d'elle une certaine désaffection, comme s'il s'agissait d'une tâche inférieure, mineure.

Voilà lâché un mot important. Il existe effectivement parmi les nombreuses activités de l'homme, des tâches appelées inférieures, parce qu'elles peuvent être remplies par tout le monde. Qui peut le plus peut le moins, est-il dit, ou pensé.

Cependant, ces tâches sont tout aussi nécessaires que les autres, puisqu'elles les complètent et parfois les permettent. Dans le domaine matériel, leur nécessité est même vitale, sans quoi on ne les remplirait plus. Dans le domaine intellectuel, il n'en est pas ainsi. Seules sont considérées comme nécessaires celles dont le rôle est bien visible, comme l'imprimerie elle-même ; mais la mise en forme n'a pas ce privilège, je vais donner quelques précisions que risquent, elles-mêmes le qualificatif d'inférieures.

Ce sont, par exemple, des tableaux statistiques non certes indéchiffrables, mais qui appellent de la part du lecteur, une attention qui leur sera peut-être refusée ; ce sont, des pourcentages dont on ne sait *a priori* si le total est horizontal ou vertical, tant le libellé est peu travaillé, les nombres 100 étant bien entendu absents. Il est certes possible au lecteur de s'en tirer, en faisant des additions ou en réfléchissant quelque peu. Mais combien de personnes, même cultivées, ne vont pas plus loin, parce qu'elles ne sont pas accrochées.

Elles ont tort, répondent les auteurs ; il n'y a rien à redire à mes tableaux, car tout y est dit. Soit, mais les indicateurs de chemins de fer eux aussi sont irréprochables et disent tout. Néanmoins les voyageurs imparfaitement rompus à cette discipline ou peu disposés à ces efforts doivent recourir à une agence de voyages, dont il n'existe pas d'équivalent pour les travaux statistiques.

La rédaction des résultats d'une étude statistique est certes très utile à celui qui l'entreprend; elle lui permet de mettre de l'ordre dans ses idées, de pousser même quelques points en profondeur, voire de corriger des erreurs initiales. Ce n'est cependant pas le seul but, ni le but principal.

Dans ces articles statistiques, l'auteur rejette volontiers et de plus en plus les notes de bas de page et les tableaux même petits, à la fin du texte, procédé plus commode pour lui et pour l'imprimeur. Mais le lecteur, ce paria, se trouve alors obligé d'aller d'une page à l'autre, sans oublier les numéros, les uns en chiffres arabes, d'autres en chiffres romains, savamment diversifiés.

Répétons encore que c'est toujours le lecteur qui a raison. Si un article imprimé à son intention ne l'atteint pas, la faute est à l'origine.

Malheureusement, le producteur scientifique n'a pas, comme le producteur commercial, la possibilité de juger l'intensité de la diffusion de son article. Même pour un livre, il n'est pas toujours facile de mesurer l'influence de la forme et de la présentation. Celle-ci étant jugée un art mineur, les vraies causes ne sont pas discernées.

Il y a même un certain goût de l'ésotérisme, voire de l'obscurantisme. De même que de nombreuses personnes tirent quelque gloire d'une écriture peu lisible, signe de personnalité, de même un certain hermétisme est, comme en littérature, mais de façon combien moins motivée, un sujet d'autosatisfaction.

Et c'est ainsi que de grandes et fertiles pensées ne peuvent se propager, faute de véhicule.

Les ouvrages, les traités qui ont paru dans le monde sur la façon d'élaborer des statistiques composent une importante bibliothèque. Ceux qui sont consacrés à la façon de présenter les travaux et de les diffuser sont presque absents des rayons. Il en est de même pour les cours professés. Le dyptique n'a qu'un seul volet.

Si j'élargis maintenant un peu le sujet, c'est toujours sous cette impression; de plus en plus forte et précise, que notre société entière ne tient que par une certaine inertie, je n'ose pas dire une sorte d'habitude. Si l'ignorance est particulièrement forte sur les questions les plus brûlantes ce n'est pas l'effet du hasard; c'est précisément parce que ce sont celles que l'on n'ose pas aborder.

Je prends, par exemple, la répartition des revenus; la comptabilité nationale évite avec une habileté remarquable ce sujet comme bien d'autres, tels les effets considérables de la hausse des prix sur le revenu des épargnants en termes réels. Ce sont dit-on là, des sujets tabous parce qu'explosifs; je dirais plutôt des sujets explosifs, parce que tabous. Le manque de curiosité à leur sujet est d'ailleurs *a priori* un sujet d'étonnement, qui se dissipe à l'examen. Qu'après plus d'un siècle d'existence de la théorie marxiste sur la plus-value, les efforts pour la mesurer soient si faibles s'explique aisément. Les uns, dans le haut, ne tiennent pas à ce que leurs affaires soient mises à jour devant des yeux indiscrets, d'autres dans le bas craignent de ne pas trouver exactement, dans la dissection des chiffres et des bilans, tout ce qu'ils annoncent avec plus de facilité, moins d'efforts et plus de crédit, auprès de leurs lecteurs et auditeurs. Il devrait cependant y avoir des hommes soucieux de débrider l'abcès à fond. Pour ma part, je vous avoue en toute sincérité que si j'avais, sur les ressources matérielles de notre société, les idées de nombreux contemporains, je serais sans doute à la pointe de l'extrémisme et n'aurais aucun scrupule à porter une main vindicative et salvatrice sur un appareil aussi injuste et mal utilisé qu'il est dit ou pensé.

L'information économique préoccupe un nombre de personnes croissant, encore que bien insuffisant. L'an dernier a eu lieu un important colloque à ce sujet où ont été dites bien

des paroles de mérite, mais pas toujours celles qu'il fallait. Nous en arrivons d'ailleurs à la combien redoutable question de l'objectivité.

*
* *

Puisque je suis franc jusqu'à l'indécence, je dois dire que tous mes efforts depuis 10 ans auprès de l'O. R. T. F. que ce fût avant, pendant ou après la secousse de mai-juin, que ce fût auprès de conformistes ou de contestataires, au sens le plus vigoureux du terme, pour obtenir une information économique véritable, se sont toujours heurtés à un refus ou ce qui est pire ont donné lieu à une application, disons déviée, fort éloignée de l'objectivité la plus élémentaire.

C'est que, sans être incompatibles loin de là, les conditions nécessaires de clarté, de fidélité et d'attrait exigent de vigoureux efforts qui semblent dépasser, pour le moment, les possibilités ou la volonté des responsables et qui sont, en tout cas, hors de question. Et cependant, lorsque l'on informe trois ou quatre millions de personnes, un travail de quelques heures est-il un gaspillage excessif? Il ne représente guère qu'un millième de seconde par spectateur et par heure de réflexion.

La question de l'effort à fournir est loin d'être la seule; il y a aussi celle de la séduction ou de l'agrément donné au public par le fond même de l'information statistique. Il se produit, aux divers échelons de la propagation, un tri systématique. Seuls se propagent les faits et les chiffres que j'appelle pénétrants, faute de terme scientifique approprié. Du point de vue mécanique et probabiliste, la loi de propagation des faits est assez comparable à celle des épidémies, bien que la transmission collective joue ici plus de place.

A la sélection opérée déjà par les chercheurs eux-mêmes sur les sujets de recherche, s'ajoute alors celle des informations, sur les résultats jouent le plus souvent dans le même sens. L'héroïsme est plus répandu sur les champs de bataille que sur les champs civiques.

Ces faits, ces chiffres, ces nouvelles qui ne se transmettent pas ne sont pas toujours ce qu'on pourrait appeler les plus désagréables, les plus déplaisants en soi. D'autres épithètes devraient être trouvés. Certes, on conçoit que des chiffres sur le vieillissement de la population, sur l'appauvrissement du pays, pour une raison ou une autre, ne soient pas acceptés et transmis de bonne grâce. Y a-t-il sort plus dangereux que celui du porteur de mauvaises nouvelles? Mais ceux qui portent sur l'accroissement récent du bien-être, sur la baisse des prix, lorsqu'elle est arrivée (cas des réfrigérateurs des dernières années, par exemple), sur la démocratisation de l'enseignement sont également l'objet d'une étonnante discrétion. Et, au risque de déborder votre patience indulgente, je citerai volontiers le cas de l'histoire de la bague, qui m'a longtemps rendu perplexe.

Cette anecdote date de la grande crise des années 30 : Un jeune homme se rend dans une bijouterie et achète une bague de 1 000 dollars, de ce temps, qu'il paie avec un chèque. Le bijoutier achète une voiture qu'il règle avec le chèque dûment endossé. Le garagiste achète de même des meubles et ainsi de suite jusqu'au 10^e possesseur du chèque, qui le remet à la banque et apprend qu'il est sans provision et sans espoir aussi.

Les dix signataires se réunissent et acceptent de partager également la perte, soit 100 dollars par personne. L'un d'eux fait alors observer qu'ayant gagné 200 dollars net dans sa vente, il est encore en bénéfice de 100 dollars; par suite, il prend aisément son parti de la mésaventure. Les neuf autres s'aperçoivent alors qu'il en est de même pour eux : Ainsi, ils ont tous gagné 100 dollars; en outre, le jeune homme a eu une bague pour rien.

Cette histoire, je ne veux pas la commenter ici sur le fond et cependant si j'avais une chaire d'économie politique, c'est par son récit que je commencerais mon cours, pour l'analyser ensuite. Ce qui est le plus remarquable, c'est que j'ai souvent conté ou écrit l'histoire de la bague et que je n'en ai jamais reçu d'écho. Elle pourrait cependant servir de support aux si nombreuses suggestions anti-orthodoxes de dépenses propres à revigorer l'économie.

Pourquoi l'apologue n'est-il pas repris dans ce but ? La raison est, du moins je le suppose provisoirement, que le jeune homme est un escroc et que son argent a, contre la norme, mauvaise odeur.

Quelle que soit l'explication, nous voyons que, pour assurer la pleine information du public, il faudrait non l'objectivité rêvée, non la juste balance des pour et des contre, des noirs et des blancs, mais une sélection systématique de tout ce qui ne lui est pas donné à ce public sevré, une sorte d'antiprisme, de correcteur de la vision.

Ceux qui, comme M. Broizat, auquel je rends un vigoureux hommage, ont eu le courage de faire certains redressements mesurent la difficulté d'une telle tâche. Cet informateur démystificateur dont je rêve deviendrait un bourreau et très vite ensuite une victime.

* * *

Il faut cependant agir : La date du déluge n'est pas fixée, mais le volume des nuages noirs peut être, à peu près, mesuré. Que peut-on faire ?

Il y a tout d'abord une attitude bien facile à suivre, c'est de formuler des reproches ou des invectives à l'adresse du gouvernement. Nous ne nous en privons dans aucun domaine et y trouvons bien des occasions de soulagement intérieur. Cependant la probabilité pour qu'un homme surchargé de besogne, attentif à éviter les écueils qui jalonnent sa route immédiate prenne une initiative de grande portée est assez réduite. Il faut donc préparer la tâche, l'instruire et formuler, le moment venu, des propositions précises, un projet bien élaboré. En aucune façon, la carence du gouvernement ne peut être invoquée comme excuse à l'inaction. En aucun pays, un gouvernement n'est en avant-garde ; il suit plus ou moins bien ; on ne peut rien leur demander de plus.

Je ne peux pas décrire ici les projets d'information économique, que j'ai naïvement proposés à toutes les chaînes, à tous les responsables, j'en reconnais volontiers le caractère utopique, pour l'instant, après tant d'essais malheureux. A chaque fois qu'une occasion se présente, j'espère que la graine semée va enfin germer, mais à chaque fois, je la vois tomber sur un terrain imperméable. Si cette série continue, ce sera moi évidemment qui aurai eu tort.

Restons plus près de la statistique et de la science : Le biologiste, le physicien connaissent l'heureuse fortune de pouvoir travailler en laboratoire, sans le souci de diffusion de leurs résultats, ou du moins sans contacts avec le public. S'il découvrent un jour quelque vaccin, quelque moyen de navigation spatiale, voire quelque arme atomique, le monde extérieur admettra très vite le résultat, parce que celui-ci est tangible. Le mouvement est alors à sens unique du savant vers le public ou le pouvoir. Il n'en est pas de même en science sociale. La tour d'ivoire est le plus agréable et le plus dangereux des abris.

Ce souci de tranquillité, ce désir de s'abriter, nous le trouvons dans les domaines les plus divers et les plus inattendus. Depuis longtemps déjà, je demande à des conservateurs de musée pourquoi ils ne placent pas, sous chaque tableau ou objet, quelques brèves lignes permettant au visiteur de le situer, et facilitant son jugement. Jamais aucune bonne réponse

ne m'a été faite. Cependant, il y a moins d'un an, le conservateur du musée du Louvre m'a opposé une franche objection. Le public profane a-t-il répondu, serait alors trop nombreux et les connaisseurs seraient vexés de recevoir cette information.

Cette objection a le seul mérite de la franchise. Elle rappelle vaguement cette boutade d'un postier débordé, disant « Supprimez le public et tout deviendra normal ».

En matière statistique, la disproportion est manifeste entre l'effort de production et celui d'élaboration, de digestion, de conditionnement, de préparation. Il doit bien exister des techniques de diffusion, et, si elles n'existent pas, il faut les créer. Voici une suggestion; c'est une bien petite chose, peut-être, mais non sans portée : toute étude un peu longue, même facile, sur un sujet d'importance économique devrait être suivie d'un résumé clair des résultats. Le public n'ergotera jamais sur la méthode suivie pour l'enchantillonnage, sur la collecte du document, du moins s'il s'agit de l'I. N. S. E. E. ou d'un établissement scientifique. Il est intéressé avant tout aux résultats. On peut aussi proposer avant la publication, la lecture de l'article à une autre personne qui n'a pas « trempé » dans l'étude en question et lui demander si elle comprend bien le texte, sans trop d'effort. Le mieux serait encore, dans certains cas, de recourir à une nouvelle rédaction, par un spécialiste ou avec son aide.

Diffuser ne suffit pas; il faut pousser systématiquement l'étude des sujets évités jusqu'ici parce que jugés trop scabreux. Nous avons en France un nombre important, très important d'hommes intelligents, si seulement il y avait dix fois moins d'hommes de courage, tout irait bien mieux.

Qu'il s'agisse de préparation des aliments statistiques, si je peux employer l'expression, ou de fabrications nouvelles, la question de moyens se pose. Que des moyens supplémentaires doivent être accordés aux services responsables et en particulier à l'I. N. S. E. E. c'est enfoncer une porte ouverte, mais risquer de trouver une bourse fermée. Du reste, si étendus que puissent être les moyens, il se posera toujours une question de priorité. Et cette fois je n'hésite pas jusqu'à dire qu'il faudrait au besoin limiter la production, s'il n'y a pas d'autres moyens d'assurer la diffusion des productions existantes. Je vais choquer bien des personnes, après m'être en quelque sorte violé moi-même dans mes convictions les plus fermes. Mais je le répète, il y a urgence.

L'épisode des Byzantins débattant le sexe des anges pendant la prise de Constantinople nous a, depuis notre enfance, agréablement divertis, en nous donnant une haute conscience de notre supériorité.

Dans l'esprit du temps cependant, cette question de chromosome X ou Y angélique, méritait un examen sérieux. Si elle a pu prendre l'allure vaine que nous lui donnons, ce n'est pas seulement parce que nos sujets de préoccupation ont évolué, mais aussi parce que la ville a été prise et que des questions de priorité se posaient à ce moment. Loin de moi l'idée de comparer le sérieux des études actuelles à cet exemple historique; et cependant, si le grand effondrement se produit, sous la poussée de l'ignorance, certaines des questions actuellement débattues prendront, dans la société nouvelle, une étrange allure de non opportunité et les historiens ne manqueront pas de mettre en épingle la plus spectaculaire de toutes, pour célébrer la vanité des hommes de notre temps.

Admettons que toutes les études nécessaires sur les sujets les plus brûlants soient dûment entreprises. Les difficultés ne feront alors que commencer. Le statisticien sera saisi par le souci de ne pencher effectivement d'aucun côté, que ce soit celui du gouvernement et du régime ou bien celui de l'opposition. Sur tous les points délicats où s'offre un certain arbitraire, il faudra non seulement qu'il soit torturé, mais qu'il ne fasse rien pour éviter cette torture; toute tranquillité à cet égard est mauvais signe. Bien entendu, le désir ou la peur de

plaire ou de déplaire ne doit en rien préoccuper le statisticien, son seul souci étant de parvenir à une connaissance aussi juste que possible des rouages étudiés.

Le rédacteur, le diffuseur, que ce soit la même personne ou une autre, ne se trouve pas devant le même problème. Il s'agit pour lui de transmettre des résultats, des conclusions, qui ont été pesés au préalable, avec un soin extrême. Mais il doit, au nom même de l'objectivité, tenir compte du lecteur qui sera placé devant les résultats. Non seulement, la forme doit être adaptée à chaque catégorie, selon son degré de culture, mais il faudra éviter de donner à une vérité assez dure un caractère inutilement agressif; l'emploi des mots, des épithètes, peut être alors d'une grande subtilité. Le rédacteur, le conférencier, l'imagier doit inspirer confiance au lecteur, à l'auditeur, au spectateur, sans quoi son travail ne porterait pas et risquerait d'aller à l'opposé du but. Lorsque des doutes se présentent sur une question, il faut se garder de les escamoter ou de les trancher, mais les soumettre au lecteur qui, ainsi éclairé, donc élevé, est appelé à juger.

* * *

Il reste à dire un mot des institutions : Si je considère par exemple, l'I. N. S. E. E. c'est non seulement parce que c'est l'établissement le plus important, mais aussi en raison de l'attachement que j'ai pour mon berceau. Lorsque cet établissement s'attaque à une diffusion étendue il est l'objet de deux critiques opposées, de deux pressions venant les unes des gouvernants, les autres des gouvernés.

Avant la guerre, les uns et les autres étaient noyés dans la même ignorance. Aujourd'hui, les gouvernants sont beaucoup mieux informés que les gouvernés, d'où un déséquilibre préoccupant.

Grande est, pour le gouvernement, la tentation non tellement de faire pression pour fausser proprement les chiffres, mais de faire valoir des conditions d'opportunité, notamment à propos de la publication. Le gouvernement le plus retors croit naïvement qu'il a momentanément un cap difficile à passer, que le succès est au bout, à condition que la confiance ne soit pas compromise. De là à l'idée de créer le climat approprié, il n'y a qu'un pas.

Même s'il n'en est pas ainsi, même s'il n'exerce aucune pression, le public et notamment l'opposition croiront à l'existence de cette pression. Il est très difficile à quiconque de se débarrasser de l'idée sinon de complot, de conjuration, du moins de collusion, d'entente. L'information des gouvernants, sans celle des gouvernés est, peut-être, dans ces conditions, la solution politique la plus dangereuse qui soit. C'est la recette même de l'explosion. Le succès de l'appellation *technocrate*, donnée à quiconque essaie de réfléchir et de faire prévaloir l'intérêt général, sur les intérêts particuliers est assez caractéristique.

On en vient alors à préconiser une sorte de magistrature, un corps d'hommes responsables devant leur seule conscience, capables de résister à la fois aux tentations si séduisantes de la démagogie d'information, devenue bien plus dangereuse aujourd'hui que l'autre et au souci moins répandu, mais qu'on ne saurait éliminer, de plaire en haut. Ce n'est pas la première fois que cette proposition est formulée; elle devrait se prolonger bien entendu dans le sens de l'information.

Si une telle solution n'était pas possible, il faudrait chercher un secours dans une certaine décentralisation. Je suis de ceux qui tiennent, par exemple, la fondation du CREDOC pour un heureux épisode de l'histoire statistique de la France. A la souplesse de telles méthodes

s'ajoute la dispersion des cibles, qui pourrait s'accroître encore si les universités, assumaient, comme en d'autres pays, plus de responsabilités en matière d'observation économique.

* * *

En conclusion, aux aspirations si légitimes montant de la base, de toutes les bases, doit correspondre un mouvement, en sens inverse, de large information; sinon la porte sera ouverte aux pires aventures. La langue verte, si honnie parfois, mais si vivante et suggestive, excelle à trouver le mot juste, la comparaison saisissante. *Inform*, *renseigner* une personne, cela s'appelle l'*affranchir*. Un homme libre de nos jours est un homme informé.

Il n'y a pas de liberté possible, pas de démocratie possible, sans une large information. Sans elle nous ne ferions que changer de chaînes. Que dans de nombreux cas, l'information doive prendre la forme statistique qui pourrait en douter? Notre société ne peut s'organiser quelque peu que par une conscience profonde d'elle-même; je pense que cette dernière opinion ne trouvera dans cette enceinte aucun démenti et même s'il n'en est pas ainsi, je vous remercie de votre si aimable attention.

A. SAUVY

DISCUSSION

M. MORICE. — Sous le titre « La Statistique et le Secret », notre ancien président a évoqué divers aspects d'un problème beaucoup plus vaste : celui de la communication, à tous ceux qui s'y intéressent ou qu'elle intéresse, de l'information statistique.

J'en retiens particulièrement deux aspects. Tout d'abord celui de la présentation matérielle (texte, tableaux, graphiques...); sans doute sommes-nous tous d'accord pour demander que ses efforts les plus diligents soient toujours faits pour que cette présentation strictement objective soit parfaitement claire pour tous ceux qu'elle atteint soit directement par ces publications officielles, soit indirectement par la voix de la presse qui en fournit une analyse à ses lecteurs. Étant donné la diversité, à de multiples égards, des lecteurs atteints, il faut cependant reconnaître la difficulté d'une solution optimale pour tous.

Se plaçant à un autre point de vue, M. SAUVY a évoqué le problème de la position du gouvernement, responsable de l'action qui doit découler de l'information, à l'égard de la collectivité et de la diffusion de celle-ci.

La discussion qui a suivi l'exposé de ce problème et qui n'en a peut-être pas abordé tous les aspects, montre l'importance de cette déontologie statistique si proche à certains égards de la déontologie médicale.

Je remercie M. SAUVY d'avoir très nettement posé le problème et, par là même, de nous avoir invité à y réfléchir.

M. G. CALOT. — Je retiens surtout de l'exposé passionnant, que M. SAUVY vient de nous faire, les secrets de... fabrication en matière de publication et d'information qu'il a bien voulu nous dévoiler, après les avoir appliqués tout au long de sa si brillante carrière.

En ce qui concerne les aimables critiques qu'il a portées à l'endroit des publications de l'I. N. S. E. E., je dois dire que je partage assez largement son point de vue. Il est vrai

qu'une étude *non publiée* devient très vite une étude *perdue*. Il est vrai qu'un travail, aussi technique qu'il puisse être, doit être présenté sous une forme telle qu'il attire le lecteur au lieu de le décourager ou de l'endormir. Il est vrai que les considérations méthodologiques doivent passer en deuxième plan (c'est-à-dire en annexe à un article) et non noyer l'essentiel, même si des réserves doivent, ici ou là, être faites en raison d'incertitudes diverses. Il est certain que les tableaux statistiques volumineux à multiples entrées, dont une seule cause souvent rassemble l'essentiel, doivent être retirés du corps même d'un article et rejetés en annexe. Il n'est pas douteux que bien souvent la conclusion devrait précéder l'introduction et que les « considérations sur le sexe des anges » devraient être bannies des articles démographiques et économiques. Enfin, il est sûr qu'en matière d'information le temps est un facteur fondamental qui doit primer sur l'exhaustivité et le « signolage ».

S'il est bien vrai qu'un « secret est une confidence qu'on ne fait qu'à une personne à la fois », ce que je vais vous révéler n'est pas un secret : ces critiques ont été perçues par les administrateurs de l'I. N. S. E. E. eux-mêmes. Au printemps prochain, tous ceux qui s'intéressent aux travaux de l'I. N. S. E. E. devraient être comblés par la réforme des publications actuellement en préparation. Il n'est pas encore possible de vous livrer le détail de cette réforme mais croyez, cher Monsieur SAUVY, qu'elle va largement dans le sens de ce que vous nous avez indiqué. A ce titre, permettez-moi, en tant que statisticien, de m'associer personnellement à l'hommage que vous avez rendu à l'action de Jean BROIZAT à l'Institut. Les efforts de promotion de l'information démographique et économique qu'il a déployés ont déjà porté leurs fruits : la démographie par exemple n'est-elle pas passée à plusieurs reprises au premier plan de l'actualité depuis quelque temps ? Les critiques que nous a valu la mésaventure censitaire récente ne sont-elles pas à la mesure de la place que l'information en provenance de l'I. N. S. E. E. s'est acquise au cours des années passées ?

Vous avez prononcé tout à l'heure des mots redoutables à propos de la mauvaise présentation de l'information, des retards en matière de publication, voire même de la non-publication de certaines informations. Vous avez parlé de « goût pour l'ésotérisme », de « goût pour l'obscurantisme », de « souci de tranquillité », de « rétention délibérée ». Permettez-moi de vous dire avec force que ces accusations ne sauraient valoir pour l'I. N. S. E. E. La raison fondamentale des défauts que vous avez relevés n'est pas aussi attrayante mais néanmoins elle est *réelle* : l'Institut doit faire face sur de nombreux fronts et les moyens, tant en personnel qu'en matériel, ont beaucoup de mal à croître au même rythme que les besoins, et ceci en dépit de la progression « démographique » (exceptionnelle si on compare l'I. N. S. E. E. à presque n'importe quelle autre administration) des effectifs de statisticiens.

Je voudrais ajouter une deuxième remarque. Vous avez dit qu'un « homme *libre* était un homme *affranchi* » et que, dans la langue parlée au moins, un homme *affranchi* était un homme *majeur* et non un petit garçon auquel on hésiterait à livrer des informations qu'il ne saurait pas comprendre ou qu'il ne saurait pas correctement utiliser. Si je me rallie totalement à cette affirmation, il n'en demeure pas moins qu'il faut vivre dans le monde tel qu'il est et non tel qu'il devrait être : je déplore avec vous la pauvreté de l'information démographique et économique aussi bien dans la grande presse écrite que dans la presse parlée ou télévisée, mais il ne semble qu'elle tienne en premier lieu à une ignorance largement répandue de ces disciplines dans la profession journalistique.

En conséquence, tout effort d'*information* doit obligatoirement s'accompagner d'un effort de *formation*. Et à ce propos, j'ai plaisir à mentionner que l'organisme qui produit en France les statistiques, qualifiées souvent avec un certain dédain d'*officielles*, s'est préoccupé de ce problème capital : Jean BROIZAT a organisé à l'I. N. S. E. E. depuis un an déjà, des

« tables rondes » auxquelles participent de nombreux jeunes journalistes soucieux de se former pour mieux informer. Tous les ténors du journalisme n'ont pas encore pris l'habitude de fréquenter les couloirs du quai Branly mais il n'est point interdit de penser que cela pourrait un jour arriver. En tout cas, la génération montante de journalistes devrait, beaucoup plus que celle de ses aînés, accorder la place qu'elle mérite à l'information à laquelle nous sommes tous ici unanimement attachés.

M. FEBVAY. — Les questions que vient d'aborder M. SAUVY sont sans aucun doute d'une extrême importance et je pense qu'il lui sera agréable d'apprendre que le directeur général et les cadres de l'I. N. S. E. E. partagent avec lui le sentiment qu'il faut leur accorder la plus grande attention. Qu'il faille adapter, développer et diffuser l'information statistique pour qu'elle réponde non seulement aux besoins des pouvoirs publics mais aussi à ceux de tous les agents économiques et des citoyens est une nécessité dont nous sommes parfaitement conscients. Notre volonté d'aller dans ce sens se traduit par un certain nombre d'actions ou de projets. Je rappellerai d'abord qu'un colloque sur l'information économique a été organisé en juin 1967 par l'association des Administrateurs de l'I. N. S. E. E. avec la collaboration de personnalités de l'université, de l'administration des affaires, des confédérations syndicales, du journalisme. Les débats amorcés au cours de ce colloque et de sa préparation avec les différents utilisateurs ne resteront pas sans lendemain : M. RIBERT vient de créer auprès de lui une cellule spécialement chargée des relations de l'I. N. S. E. E. avec les différents milieux intéressés à l'information économique.

Il envisage d'autre part de développer les organismes consultatifs placés auprès de l'I. N. S. E. E., tels le Comité de liaison entre l'I. N. S. E. E., les administrations économiques et les organisations professionnelles et syndicales, en vue de confronter les points de vue des statisticiens et des utilisateurs sur les concepts et les nomenclatures à retenir, sur les travaux à entreprendre. Ces efforts de l'I. N. S. E. E. pour la promotion de ses travaux et leur adaptation aux besoins seront d'ailleurs prolongés par les projets du Commissariat général du Plan qui envisage de créer, pour le VI^e Plan, une commission de l'information économique.

En ce qui concerne la diffusion de ses travaux, l'I. N. S. E. E. est également conscient de l'importance qui doit lui être accordée. Dans le dispositif de diffusion les publications imprimées, sans rester un moyen exclusif, conserveront une place de choix ; ainsi que M. CALOT l'a indiqué à l'instant M. RIBERT a fait mettre à l'étude une révision de l'ensemble des publications périodiques de l'I. N. S. E. E. qui doit aboutir dans le courant de 1969 ; une des idées maîtresses de cette rénovation est de toucher un plus vaste public en combattant l'ésotérisme naturel des statisticiens, comme le souhaite M. SAUVY. Cependant, à notre époque, les utilisateurs doivent pouvoir accéder au chiffre par des méthodes plus rapide, plus efficace que la consultation d'ouvrages imprimés ; ils doivent pouvoir espérer un accès à *toute* l'information disponible, et non seulement à celle qui a été sélectionnée pour être imprimée, avec des possibilités de traitement répondant à leurs besoins. C'est la raison pour laquelle l'I. N. S. E. E. a fondé, avec l'aide de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, un réseau d'observatoires économiques régionaux qui doit couvrir progressivement tout le territoire et être complété par un organisme national ; le rôle de ces observatoires est d'assurer — en s'appuyant sur des moyens techniques modernes, notamment sur le traitement électronique de l'information — le stockage de l'information statistique collectée, sa conservation, sa diffusion sous les formes les plus convenables, éventuellement après traitement approprié (nouvelles tabulations, désaisonnalisations, etc.). Enfin, l'I. N. S. E. E. s'est

attaché à multiplier des contacts avec la presse de telle sorte que l'information diffusée soit mieux comprise et par conséquent mieux restituée au public; à cet effet ont été organisées des tables rondes au cours desquelles les journalistes peuvent débattre avec les cadres de l'I. N. S. E. E. de la signification des informations disponibles et de questions techniques.

Je pense que ces réalisations ou ces projets témoignent de notre souci de mettre sans réserve les informations collectées par notre Institut au service de tous et dans les meilleures conditions possibles.

Pour terminer, je voudrais simplement indiquer que les critiques adressées aux délais de publications doivent être nuancées; en effet, si les délais de publications des résultats complets de certaines enquêtes sont incontestablement trop longs, il faut cependant noter que leurs principaux résultats sont incorporés avec des délais tout à fait acceptables dans des travaux de synthèses périodiques; c'est ainsi par exemple que les principaux résultats des enquêtes sur l'emploi ne paraissent pas sous ce titre, mais incorporés aux évaluations annuelles de population active qui sont maintenant régulièrement annexées aux rapports annuels sur les Comptes de la Nation.

M. J. DESABIE. — Depuis plusieurs années figure dans le domaine dont je suis responsable à l'I. N. S. E. E. le secteur, tout particulièrement exposé, des prix de détail. Cette expérience me permet de dire, aujourd'hui, que dans l'ensemble, et ceci depuis plus de 10 ans ⁽¹⁾, les indices de prix calculés par l'I. N. S. E. E. (indices des 250 et 235 articles puis des 259 articles) sont restés des instruments loyaux.

Cette sincérité a certes requis la vigilance des statisticiens de l'I. N. S. E. E. et, parfois, le courage de ses directeurs. Toutefois il est juste de reconnaître que ni les uns ni les autres ne furent acculés au sort de Lucrèce et que les pressions gouvernementales sur l'indice sont, de loin, moins nombreuses et moins graves quant à leurs conséquences, qu'on ne l'imagine généralement ⁽¹⁾.

Une note, très brève, au bas du bulletin mensuel de statistique (de août 1966 et mois suivants) concernant l'indice de la consultation médicale témoigne discrètement, du souci, très vif, qu'à l'I. N. S. E. E. de maintenir la représentativité de l'indice dont il assume la responsabilité. Il est permis de dire qu'à cette occasion l'I. N. S. E. E., notamment par la personne de son directeur de l'époque, M. GRUSON, a témoigné d'un grand, et sans doute exceptionnel, souci de la vérité.

Pour nous ouvrir sur l'avenir j'ajouterais que l'I. N. S. E. E. prépare de nouveaux indices, de champ très étendu, dont l'échantillon des articles et variétés observés sera très nombreux, ce qui augmentera la signification des indices partiels (dont l'utilité pour la connaissance et l'action est grande) et rendra presque impossible toute politique de l'indice.

En ce qui concerne la « magistrature du chiffre » il s'agit d'une orientation pour laquelle j'éprouve, spontanément, une grande sympathie. Je crois cependant qu'il s'agit là d'une idée du siècle dernier. L'indépendance, d'ailleurs imparfaite, du pouvoir judiciaire étant garantie par l'inamovibilité, voire la fortune personnelle des magistrats. Je ne vois pas ce que soient des idées à la mode.

Le professeur SAUVY nous dit par ailleurs, que, à défaut d'une magistrature du chiffre, le salut peut venir de la multiplication des organismes d'études et cite, comme exemple le C. R. E. D. O. C.

1. Un excellent ouvrage de Michel LÉVY, administrateur de l'I. N. S. E. E., ancien spécialiste des prix de détail : « le coût de la vie » — éditions du Seuil, pp. 107 à 123 — fait avec franchise le point sur la « politique de l'indice ». Ses méthodes et ses résultats : le biais ainsi provoqué ne fut sensible que sous le gouvernement RAMADIER : (1956-1957) (3 % environ) et sur les vicissitudes du trop célèbre indice des 179 articles.

Je me plais à reconnaître que de telles institutions où je compte beaucoup d'amis, exercent souvent une action stimulante sur nous, offrent l'avantage de la souplesse et pourraient jouer un rôle utile si, temporairement, l'I. N. S. E. E. venait à être mal dirigé.

En revanche, je ne saurais laisser dire, ou suggérer, qu'en période de forte pression gouvernementale l'honneur de la statistique trouverait là un refuge naturel. De tels organismes, dépendent en pratique, au moins aussi étroitement des Pouvoirs publics que nous même et rien ne permet d'affirmer que les statisticiens de l'I. N. S. E. E. soucieux de leur devoir et garantis d'ailleurs par leur statut de fonctionnaire, résisteraient moins fermement.

Je terminerai cette trop longue intervention en affirmant avec force que les dangers que l'action gouvernementale fait courir à la statistique et à l'étude économique ne sont pas, actuellement, ceux de l'étouffement, de la censure. Les carences de nos publications, lorsque carence il y a, s'expliquent tantôt par les incertitudes qui subsistent dans de nombreux domaines difficiles, tantôt par le manque de temps ou de continuité dans l'effort des statisticiens. Le danger, très véritable et profond, couru par nos travaux, provient de l'agitation qui s'empare progressivement de ces hommes d'études que sont, le plus souvent, les administrateurs de l'I. N. S. E. E. La demande à laquelle ils ont à faire face se caractérise en effet par le renouvellement rapide des thèmes prioritaires, la préférence habituelle pour les travaux susceptibles d'aboutir à court terme au détriment d'investissement de plus longue portée. Peut-être ces difficultés sont-elles la rançon d'une situation où la statistique est, enfin, assez largement utilisée pour l'action, cependant le danger me paraît suffisamment sérieux pour mériter d'être signalé.

M. E. VENTURA. — Je comprends mal l'émoi des représentants de l'I. N. S. E. E. car je n'ai pas, pour ma part, ressenti, dans les propos de M. SAUVY, d'attaques qui leur soient particulièrement adressées.

Je ne m'associerai qu'aux reproches dans la lenteur de parution des statistiques. Pour le reste, et en particulier pour la qualité des travaux, on peut rendre hommage, pour les efforts faits dans une indépendance intellectuelle rigoureuse, aux administrateurs de l'I. N. S. E. E.

Il faut bien reconnaître que les besoins de statistiques sont très différents selon qu'il s'agit d'hommes de notre espèce, dont la vocation est de faire des études économiques, souvent dans des directions très précises, et les besoins d'information que peut ressentir le grand public. Pour ce dernier, ce n'est pas la quantité, ni la qualité des informations qui fait défaut, mais plutôt la curiosité intellectuelle et le tri à effectuer dans la masse des informations qui assaille tout un chacun.

Pour les spécialistes, il est bien évident que, malgré tous les efforts, les renseignements fournis seront toujours insuffisants pour permettre une étude exhaustive d'un problème déterminé.

M. H. GUITTON. — Je voudrais dire à M. SAUVY combien j'ai apprécié ses réflexions. A vrai dire elles n'ont pas tellement porté sur le secret, mais beaucoup plus sur l'ignorance. Quand on parle de secret on songe aux choses qu'il n'est pas bon de dévoiler ou qu'il serait coupable de révéler. Le secret est lié à un problème moral et évoque la déontologie dont M. DUGUÉ nous a déjà entretenu. Or M. SAUVY a surtout envisagé un problème de connaissance. Il a jugé avec quelque sévérité l'attitude de ceux qui, après avoir collecté les renseignements statistiques, les ayant ordonnés, n'en assurent pas la transmission aux autres. C'est ce qu'il a appelé la « rétention », terme préférable en effet à celui de secret. Nos amis de

I. N. S. E. E. se sont, à tort, sentis touchés, et ils viennent de nous dire comment de nouvelles publications allaient voir le jour. J'aurais pu découvrir au travers des propos de M. SAUVY que l'Université était visée : l'Unité ne s'est-elle pas trop occupée du « sexe des anges », plutôt que de diffuser la connaissance positive des faits économiques ? Cela a pu être vrai, mais ce ne l'est plus aujourd'hui. Je suis donc entièrement d'accord avec M. SAUVY sur ce point. Notre vocation à tous est d'essayer de réduire l'ignorance économique du public. Cela veut-il dire que toute vérité soit bonne à mettre en toutes les mains ? Notre regretté collègue Daniel VILLEY a exprimé l'idée que la diffusion de la connaissance économique risquait de nuire à l'équilibre. M. SAUVY nous a révélé les dégâts du malhusionisme : il a confiance en la vie et c'est son titre de gloire. Il pense qu'il est imprudent de limiter la transmission de la vie, et de la même manière qu'il est dangereux de ne pas diffuser les connaissances statistiques. La formule qu'il avait donnée en vantant les mérites du livre de R. SALMON et qu'il vient de nous redire : « un homme informé est un homme affranchi, un homme libéré », me paraît toujours aussi profonde. Mais je me permettrai d'ajouter : à une condition, c'est que cet homme soit lui-même formé, c'est-à-dire éduqué. La formation doit précéder l'information, ou en tout cas constamment l'accompagner. Et c'est pourquoi ceux qui étaient jusqu'alors professeurs de Faculté se sentent diversement concernés ce soir. Les réflexions de M. SAUVY me font prendre plus pleinement conscience de nos présentes responsabilités.

M. J. BOURDON. — Il est très fâcheux de dissimuler les statistiques ; il l'est plus encore de les détruire. Certes il existe aux Archives nationales une série F 20 qui est destinée à les recevoir après que la Statistique générale de la France (aujourd'hui I. N. S. E. E.) en a tiré ses publications, mais la préface à l'inventaire de cette série porte que les manuscrits statistiques, très précieux pour les époques anciennes, sont désormais inutiles puisqu'ils sont publiés. C'est ignorer que les recensements, mouvements de la population, etc., pourraient donner bien plus que ce qu'il est possible d'élaborer et d'imprimer. Ne pourrait-on laisser aux chercheurs de l'avenir la possibilité d'exécuter au moins quelques-uns des travaux complémentaires, dont plusieurs sondages m'ont révélé l'intérêt. Certes on ne peut tout conserver, faute de place, dans les dépôts d'archives, nationales ou départementales. Au moins faudrait-il ne jamais « élaguer » avant que quelques chercheurs n'aient travaillé sur les papiers qu'on se propose de marquer des lettres fatidiques D. P. I. (documents présumés inutiles). Cette règle vaut pour tous les documents et non pas seulement ceux de caractère statistique. Avec l'accroissement du nombre des étudiants s'est joint celui des diplômes d'études historiques : ne pourrait-on, deux ou trois ans avant que ne soit mis à exécution un projet de destruction, demander au professeur d'histoire de la Faculté, spécialiste de la matière, d'aiguiller quelques candidats vers le fonds d'archives menacé.

Si regrettable que soient certaines destructions pratiquées aux archives, elles sont modestes en comparaisons de celles qui l'ont été dans les administrations, avant tout envoi aux archives, nationales ou départementales. Leurs dangers apparaissent par comparaison avec les cas où elles n'ont pas été pratiquées. Les rôles des soldes militaires pendant la guerre de Cent ans ont été conservés en Angleterre : ils révèlent que dans aucune bataille l'armée anglaise n'a dépassé 10 000 combattants et qu'elle se réduisait à 3 000 au siège d'Orléans. Dans notre pays les rôles correspondants ont pendant la Révolution servi à faire des gargousses : les effectifs français ne peuvent être que conjecturés que par rapport à ceux de leurs adversaires, à l'étendue du champ de bataille, etc. Aux *xix^e* et *xx^e* siècles les destructions ont continué, parfois justifiées comme celles du 15 mai 1940 au ministère des Affaires étrangères, lorsqu'on croyait imminente l'arrivée des Allemands et qu'on ne voulait pas laisser

tomber certains documents entre leurs mains — bien plus souvent inspirées par le souci de faire de la place sans songer qu'elle aurait été aussi bien faite par l'envoi aux Archives nationales. Ainsi ont disparu au ministère de l'Intérieur les rapports des préfets du Second Empire et au ministère de la Justice la plus grande partie du fonds de la direction des Affaires criminelles sous la III^e République. Un autre motif a pu jouer : l'envoi à un marchand de vieux papiers ne coûtait rien ; l'envoi aux Archives nationales eût entraîner des frais, pour lesquels aucun crédit n'était prévu. Mettre à la disposition des Archives nationales une somme — fort modique — qui leur permette de couvrir la dépense du transport des liaisses, éviterait à l'avenir bien des destructions irrémédiables.

Réponse de M. SAUVY

Comme il arrive souvent, les critiques qui me sont faites laissent de côté certains points essentiels. Je maintiens, par conséquent, l'intégralité de mes observations, en particulier sur la non-publication de données essentielles et l'obscurité de bien des présentations. Il appartiendra aux lecteurs de juger.

Cependant, je dois dire à M. DESABIE, qu'il semble avoir pris trop à la lettre le terme « magistrature ». L'idée et même le terme ne viennent d'ailleurs pas de moi et ont été à diverses reprises employés par des personnes de l'I. N. S. E. E., parfois aux plus hauts degrés. Ceci dit, je n'ai ni l'intention, ni l'habitude de proposer des idées à la mode. De telles idées n'ont pas besoin d'être citées.

Je reste profondément angoissé par l'ignorance très étendue de nos contemporains en matière de faits économiques, sur des points que la statistique pourrait éclairer et, du même coup, par les dommages immenses qui pourraient résulter de cette ignorance.